

---

## *Nouvelles de Guinée Bissau et du Niger*

### **Guinée Bissau : Première campagne contre les semences transgéniques**

**Rencontre nationale de paysans à Djalicunda : qui lancent une campagne pour s'opposer à la contamination de leurs semences par les OGM.**

**En Guinée-Bissau, les paysans entendent se prémunir contre une agriculture transgénique, l'utilisation des OGM dans les pays voisins constituant une menace pour les semences locales.**

Des paysannes et paysans provenant des quatre coins du pays ont parcouru tout le chemin qui mène à Djalicunda, un village situé dans le nord de la Guinée-Bissau où la KAFO, une organisation partenaire de SWISSAID et la principale association nationale de paysans, a son siège. En cette journée symbolique, elle entend lancer une campagne nationale de protection des ressources biologiques. Spécialistes d'instituts de recherche, représentants du gouvernement et d'organisations non gouvernementales, tous ont débattu ensemble des défis qui se posent au pays. « Car, si nous perdons nos semences, nous perdons tout : la base de notre subsistance et notre identité. » C'est ainsi qu'un paysan bissau-guinéen a résumé la situation.

### **Du coton transgénique en Afrique de l'Ouest**

La pression exercée sur des pays d'Afrique de l'Ouest comme le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal pour qu'ils acceptent l'introduction de plantes transgéniques ne cesse de croître. La société suisse Syngenta et le semencier américain Monsanto tentent par tous les moyens de diffuser des semences de coton génétiquement modifiées. Mais les paysans s'y opposent. Un sondage effectué auprès des producteurs de coton maliens a révélé qu'ils souhaitaient continuer de fournir un produit n'ayant pas fait l'objet de manipulations génétiques.

En Guinée-Bissau, il n'y a ni plantes génétiquement modifiées ni aliments issus de la production transgénique. L'année dernière, le pays a ratifié le protocole international sur la biosécurité, qui réglemente la circulation transfrontalière des OGM. Mais l'accord tarde à être appliqué, et l'examen des biens importés nécessite des instruments et des organes de contrôle. Or, les moyens font défaut.

Conclusion : les paysans, qui ne peuvent compter sur l'Etat, doivent protéger eux-mêmes leurs semences contre la contamination transgénique. C'est pourquoi ils passent au crible ce que les négociants proposent, ce qui est vendu sur les marchés frontaliers et ce que les paysans participant aux récoltes réalisées au Sénégal rapportent au pays.

### **La responsabilité entre les mains des paysannes**

A l'issue de la réunion de la KAFO, quelques paysannes font part de leurs expériences à travers une pièce de théâtre : une marchande a dupé une paysanne en l'incitant à acheter à crédit des semences inconnues. Mais la récolte a été mauvaise, et cette dernière se sent lésée. La marchande réclame le remboursement de son crédit, malgré les fausses promesses qu'elle a faites. Le juge du village décide que la mauvaise qualité des semences ne justifie pas leur non-paiement. C'est la paysanne qui n'aurait pas dû se laisser bernier.

Cette pièce de théâtre aborde le cœur même du problème : ce sont les paysannes qui doivent assumer la responsabilité de la récolte. Elles doivent sélectionner les bonnes semences. SWISSAID veille, avec l'organisation de paysans KAFO, à ce que les communautés aient encore, à long terme, la possibilité de faire ce choix.

**Référence : Tina Goethe, responsable du Département politique de Développement. Le Monde, SWISSAID, N°2 – Avril 2006**

# ***NIGER***

## **Préambule**

Les 10 et 11 avril 2006 se sont déroulées dans l'Auditorium de l'Immeuble CNSS à Niamey, les premières journées de réflexion sur la problématique des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) au Niger. Organisées par la coalition Equité Qualité contre la vie chère au Niger en partenariat avec l'ONG SWISSAID, ces journées de réflexion ont données l'occasion aux participants de formuler les recommandations.

## **RECOMMANDATIONS**

### ***1) A l'Etat du Niger***

- D'une part, l'organisation d'une grande campagne de sensibilisation et d'information de la population nigérienne sur toutes les questions autour de la biotechnologie et de la biodiversité (conférence débat ; émissions radio télévisées, ateliers) ; d'autre part, l'organisation d'une grande rencontre de tous les techniciens et partenaires concernés par les dites questions.
- la création et le renforcement de laboratoires et la mise à la disposition des chercheurs et de tous les services compétents, des moyens financiers et matériels adéquats, leur permettant de contrôler et de maîtriser l'introduction et la commercialisation des OGM au Niger.
- La révision, l'adoption de tous les textes règlementaires ou projets de textes élaborés par le Niger dans le processus de mise en place du cadre national de biosécurité.
- Poursuivre les actions de normalisation et de certification des produits en impliquant la société civile en vue de prévenir les risques liés à l'introduction des OGM, notamment au niveau des produits agro alimentaire.

### ***2) A la société civile***

- De se mobiliser en conséquence pour continuer les efforts de sensibilisation et de conscientisation de la population afin de barrer la route aux complices des grandes firmes internationales qui marchandent la santé des citoyens contre des intérêts égoïstes.
- de mener toutes les actions et les démarches nécessaires auprès des décideurs nationaux et internationaux afin de les amener chaque fois à prendre les meilleures décisions en matière de biotechnologie pour la sauvegarde de notre patrimoine génétique.

### ***3) A l'ONG SWISSAID et aux autres partenaires techniques et financiers du Niger***

- De poursuivre et de renforcer leurs appuis techniques, financiers et institutionnels, permettant à la Société Civile de mener avec efficacité, des actions de lutte contre l'introduction et la commercialisation des plantes ou semences génétiquement modifiées.

Fait à Niamey le 11 avril 2006

Les participants

## **RESOLUTION**

- Considérant l'importance de la biodiversité dans le développement et l'épanouissement des peuples ;
- Considérant que les organismes génétiquement modifiés suscitent des controverses à travers le monde et particulièrement dans les pays du sud ;
- Considérant les risques que constituent les manipulations transgéniques généralisées ;
- Considérant la mobilisation au niveau de la société civile en Afrique à travers des coalition et réseaux contre les OGM dans l'agriculture;

Les participants aux premières journées de réflexion sur la problématique des OGM au Niger, tenues les 10 et 11 avril 2006 à l'Immeuble CNSS à Niamey, s'engagent à :

- enclencher le processus d'échanges et de partages de connaissances sur les biotechnologies à travers des séminaires, ateliers, colloques et autres échanges d'expérience au plan national, sous-régional et international.
- entreprendre des démarches auprès de tous ceux qui sont intéressés par les questions des OGM (organisations de la société civile, chercheurs, producteurs, partenaires au développement...) en vue de la création au Niger d'un réseau de lutte contre l'introduction et la commercialisation des plantes ou semences génétiquement modifiées.

Fait à Niamey le 11 avril 2006

Les participants